

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 637

[C — 2001/27134]

8 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 30.667/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'aux termes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de troupe commerciale ou professionnelle dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, seuls les commerçants titulaires de profession libérale ou toutes autres personnes exerçant une activité à caractère professionnelle habitant l'immeuble dans lequel ils exercent leurs activités peuvent bénéficier de ces mesures d'accompagnement;

Considérant qu'il s'indique de rendre applicables ces mesures d'accompagnement à l'ensemble des commerçants, titulaires de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité professionnelle en zone A, qu'ils habitent ou non dans l'immeuble dans lequel ils exercent ladite activité;

Considérant que partant, il convient de prévoir un délai de notification des mesures d'accompagnement précitées en faveur des commerçants, titulaires de professions libérales et toute autre personne physique ou morale exerçant une activité professionnelle en zone A et qui n'habitent pas l'immeuble dans lequel ils exercent leur activité professionnelle;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. - Disposition introductive

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° zone A : la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne, telle que délimitée par arrêté du Gouvernement;

2° indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel : l'indemnité destinée à couvrir le trouble commercial ou professionnel induit par le développement de l'activité aéroportuaire;

3° comité d'acquisition : le comité d'acquisition d'immeubles institué auprès du Ministère des Finances;

4° administration : la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Equipelement et des Transports.

CHAPITRE II. - De la déclaration d'intention d'indemnisation

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement adresse une déclaration d'intention d'indemnisation, selon le modèle annexé au présent arrêté, aux commerçants, titulaires de profession libérale ou à toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans un immeuble bâti dont le ou l'un des sièges est situé dans la zone A.

§ 2. L'activité professionnelle visée au § 1^{er} n'est prise en considération que si :

1° elle avait commencé à être exercée dans la zone A, au plus tard à la date du 1^{er} juillet 1998 en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et au plus tard un mois avant l'arrêté délimitant la zone A en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne;

2° elle y est encore exercée au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

Art. 3. § 1^{er}. La déclaration d'intention d'indemnisation est adressée par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception aux personnes visées à l'article 2, § 1^{er} :

1° dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset;

2° dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

§ 2. Les personnes relevant ou estimant relever de l'une des catégories de personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, qui n'auraient pas reçu la déclaration d'intention d'indemnisation doivent se faire connaître, par pli recommandé à la poste, auprès de l'administration, dans un délai de deux mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

Le Gouvernement adresse dans le mois de la réception du pli recommandé, la déclaration d'intention d'indemnisation visée à l'article 2.

§ 3. Le Gouvernement n'est engagé par la déclaration d'intention d'indemnisation que pour autant que cette dernière soit signée pour accord et renvoyée à l'administration, par pli recommandé à la poste, dans un délai de trente mois à compter de sa réception par son destinataire.

CHAPITRE III - De l'estimation du montant de l'indemnité

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de l'indemnité est fixé par le comité d'acquisition désigné à cette fin par le Gouvernement.

Dans les trois mois de sa saisine par le Gouvernement, le comité d'acquisition notifie à l'administration et au bénéficiaire de l'indemnité, par envoi recommandé avec accusé de réception, la valeur visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Au cas où l'une des parties ne peut marquer son accord sur la valeur ainsi déterminée, elle notifie à l'autre partie, par envoi recommandé avec accusé de réception, ses revendications sur le montant de l'indemnité, dans les trente jours de la notification de celui-ci par le comité d'acquisition.

Dans ce cas, le montant de l'indemnité est fixée par un collège de trois experts désignés, le premier par l'administration, le second par le bénéficiaire de l'indemnité et le troisième par les deux autres experts.

La partie qui notifie ses revendications sur le montant de l'indemnité avise en même temps l'autre partie du nom de l'expert qu'elle a choisi. L'autre partie dispose de trente jours à dater de la réception de la revendication, pour notifier par envoi recommandé avec accusé de réception, à la partie visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'à son expert, le nom de son propre expert. Les deux experts doivent dans un délai de trente jours à dater de la réception de la notification de la décision du second d'entre eux, notifier aux parties le nom du troisième expert choisi par eux et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans les trois mois de la désignation du troisième expert, les experts notifient aux parties par envoi recommandé avec accusé de réception, le montant de l'indemnité qu'ils ont fixé de commun accord. En cas de désaccord, le troisième expert a voix prépondérante.

§ 3. Le montant de l'indemnité fixé au § 2 peut être soumis par le Gouvernement, aux fins de reconsidération, au comité d'acquisition.

Dans les trois mois de sa saisine par le Gouvernement, le comité d'acquisition notifie à l'administration et au bénéficiaire de l'indemnité, un rapport motivé sur le montant de l'indemnité tel qu'il a été établi au § 2. L'estimation du montant de l'indemnité retenue par le comité d'acquisition est définitive.

§ 4. Le Gouvernement prend en charge le coût de l'estimation du montant de l'indemnité visé au § 1^{er} et au § 3.

Le coût de l'estimation du montant de l'indemnité visé au § 2 est à charge du signataire de la déclaration d'intention d'indemnisation qui l'a sollicité lorsque le montant fixé en application du § 2 n'est pas supérieur à celui fixé en application du § 1^{er}.

CHAPITRE IV - De la promesse unilatérale d'indemnité

Art. 5. § 1^{er}. Une promesse unilatérale d'indemnité conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté et mentionnant l'indemnité fixée conformément à l'article 4 est notifiée par l'administration au signataire de la déclaration d'intention d'indemnisation dans les deux mois de la notification visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 3, et § 3, alinéa 2.

La promesse unilatérale d'indemnité devient caduque de plein droit si elle n'est pas signée pour accord et renvoyée à l'administration par pli recommandé à la poste dans un délai d'un mois à compter de sa réception par son destinataire.

§ 2. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature.

Art. 6. § 1^{er}. Pour les personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté et qui sont titulaires de droits réels immobiliers sur l'immeuble dans lequel elles exercent leur activité et utilisé partiellement à l'habitation, le Gouvernement n'est engagé au paiement de l'indemnité que pour autant que ces personnes aient manifesté leur intention de vendre leur bien immobilier en signant et en renvoyant au Gouvernement la promesse unilatérale d'achat visée à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Dans ce cas, l'indemnité est payée par le Gouvernement en même temps que le prix d'achat de l'immeuble tel que visé aux articles 8 et 9 du modèle de promesse unilatérale d'achat annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

§ 2. Pour les personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté et qui sont titulaires de droits réels immobiliers sur l'immeuble dans lequel elles exercent leur activité et non utilisé partiellement à l'habitation, le Gouvernement n'est engagé au paiement de l'indemnité que pour autant que ces personnes établissent, par toutes voies de droit, avoir arrêté ou déplacé leur activité professionnelle en dehors de la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Cette preuve doit être apportée au moment où le bénéficiaire manifeste, dans le délai visé à l'article 5, § 1^{er}, son intention d'obtenir le paiement de l'indemnité.

L'indemnité est payée dans les trente jours de la réception de ladite demande.

Art. 7. . Pour les personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté et qui sont locataires de l'immeuble dans lequel elles exercent leur activité professionnelle, le Gouvernement n'est engagé au paiement de l'indemnité que pour autant que ces personnes établissent, par toutes voies de droit, avoir arrêté ou déplacé leur activité professionnelle en dehors de la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Cette preuve doit être apportée au moment où le bénéficiaire manifeste, dans le délai visé à l'article 5, § 1^{er}, son intention d'obtenir le paiement de l'indemnité.

L'indemnité est payée dans les trente jours de la réception de ladite demande.

CHAPITRE V - Dispositions générales et finales

Art. 8. Le Ministre qui a la gestion des aéroports dans ses attributions étend le champ d'application des dispositions prévues au présent arrêté, à tout commerçant, titulaire de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel en dehors de la zone A, à la seule condition qu'il soit démontré qu'elle subit une nuisance sonore exprimée en Ldn, égale ou supérieure à 70 dB (A), tel que cet indicateur est défini dans l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions détermine les conditions dans lesquelles est apporté la preuve qu'un commerçant, titulaire de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel en dehors de la zone A subit une nuisance sonore exprimée en Ldn égale ou supérieure à 70 dB (A) ainsi que les modalités d'introduction de la demande et de paiement de l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel et les délais y afférents.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (Zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est abrogé.

Art. 10. § 1^{er}. Pour le montant de l'indemnité, dont l'estimation a été entreprise en application de l'article 4 de l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 27 mai 1999, les personnes visées par cet arrêté peuvent, à leur choix, soit accepter le montant fixé ou encore à fixer par le comité d'acquisition, soit notifier au fonctionnaire qu'elles sollicitent l'application de la procédure organisée par le présent arrêté.

§ 2. Le bénéficiaire d'une proposition d'octroi d'indemnité qui a marqué accord sur le montant de celle-ci, conformément à l'article 2, § 3, ou à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 précité peut solliciter l'application de la procédure organisée par le présent arrêté moyennant renonciation expresse au bénéfice de la proposition d'octroi de cette indemnité.

A cette fin, il utilise le formulaire annexé au présent arrêté que l'administration lui adresse en même temps que la déclaration d'intention visée à l'article 3 du présent arrêté.

Le bénéficiaire visé à l'alinéa 1^{er} notifie à l'administration sa décision de renoncer à la proposition d'indemnisation dans les deux mois de la réception du formulaire mentionné ci-dessus.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a la gestion des aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe 1

Déclaration d'intention d'indemnisation aux commerçants, titulaires de professions libérales ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'indemniser le trouble commercial ou professionnel induit par le développement de l'activité aéroportuaire.

1. Identification de la personne ou de la société exerçant une activité commerciale ou professionnelle :

- Nom(s) et prénom(s) ou dénomination de la société :
- Adresse ou siège social :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :

2. Identification de l'activité exercée :

3. Identification du droit d'occupation (locataire ou propriétaire) :

La (les) personne(s) physique(s) ou morale(s) identifiée(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'indemnisation du trouble commercial ou professionnel et envoyée par recommandé avec accusé de réception.

Elle(s) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel.

Fait, le

Signature

(à faire précéder de la mention manuscrite

« Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe 2 A

Promesse unilatérale d'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, adressée aux propriétaires d'un bien immobilier bâti.

ENTRE :

La Région wallonne représentée par

Ci-après dénommée "la Région";

ET :

M.

Ci-après dénommé "le bénéficiaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne prend l'engagement irrévocable de verser le montant de l'indemnité au bénéficiaire déterminé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Par la présente, le bénéficiaire reconnaît avoir signé et renvoyé au Gouvernement en date du la promesse unilatérale d'achat du bien immobilier bâti et usage d'habitation située à

et visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Néanmoins, si le délai de cinq ans visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est prorogée, cette prolongation de délai s'applique de plein droit à la présente promesse.

Art. 3. Le bénéficiaire doit manifester son intention de solliciter le versement de l'indemnité, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 4. Le montant de l'indemnité est fixé à la somme de ... francs belges ou ... euro, cette somme n'étant pas indexable.

Art. 5. Le montant de l'indemnité sera versé, en même temps que le prix du bien immobilier bâti lors de la passation de l'acte authentique visé à l'article 3 de la promesse unilatérale d'achat dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 2 B

Promesse unilatérale d'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, adressée aux emphytéotes d'un bien immobilier bâti

ENTRE :

La Région wallonne représentée par

Ci-après dénommée "la Région";

ET :

M.

Ci-après dénommé "le bénéficiaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne prend l'engagement irrévocable de verser le montant de l'indemnité au bénéficiaire déterminé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Par la présente, le bénéficiaire reconnaît avoir signé et renvoyé au Gouvernement en date du la promesse unilatérale de prise d'emphytéose portant sur le bien immobilier bâti à usage d'habitation situé à

et visée par l'arrêté du Gouvernement du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Néanmoins, si le délai de cinq ans visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est prorogée, cette prolongation de délai s'applique de plein droit à la présente promesse.

Art. 3. Le bénéficiaire doit manifester son intention de solliciter le versement de l'indemnité, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 4. Le montant de l'indemnité est fixé à la somme de ... francs belges ou ... euro, cette somme n'étant pas indexable.

Art. 5. Le montant de l'indemnité sera versé, en même temps que la valeur du droit d'emphytéose, lors de la passation de l'acte authentique visé à l'article 3 de la promesse unilatérale dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 2 C

Promesse unilatérale d'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, adressée aux superficiaires d'un bien immobilier bâti

ENTRE :

La Région wallonne représentée par

Ci-après dénommée "la Région";

ET :

M.

Ci-après dénommé "le bénéficiaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne prend l'engagement irrévocable de verser le montant de l'indemnité au bénéficiaire déterminé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Par la présente, le bénéficiaire reconnaît avoir signé et renvoyé au Gouvernement en date du la promesse unilatérale de prise de superficie portant sur le bien immobilier bâti à usage d'habitation situé à

et visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Néanmoins, si le délai de cinq ans visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est prorogée, cette prolongation de délai s'applique de plein droit à la présente promesse.

Art. 3. Le bénéficiaire doit manifester son intention de solliciter le versement de l'indemnité, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 4. Le montant de l'indemnité est fixée à la somme de ... francs belges ou ... euro, cette somme n'étant pas indexable.

Art. 5. Le montant de l'indemnité sera versé, en même temps que la valeur du droit de superficie, lors de la passation de l'acte authentique visé à l'article 3 de la promesse unilatérale dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 3

Promesse unilatérale d'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, adressée aux locataires d'un bien immobilier bâti

ENTRE :

La Région wallonne représentée par

Ci-après dénommée "la Région";

ET :

M.

Ci-après dénommé "le bénéficiaire".

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région wallonne prend l'engagement irrévocable de verser le montant de l'indemnité au bénéficiaire déterminé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Art. 3. Le bénéficiaire doit manifester son intention de solliciter le versement de l'indemnité, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 4. Le montant de l'indemnité est fixée à la somme de ... francs belges ou ... euro, cette somme n'étant pas indexable.

Art. 5. Le montant de l'indemnité est payé dans les trente jours de la réception de la demande du bénéficiaire accompagnée de la preuve qu'il a arrêté ou déplacé son activité professionnelle en dehors de la zone A.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 4

Renonciation au bénéfice de la proposition d'octroi d'indemnité adressée par la Région wallonne aux commerçants, titulaires de profession libérale ou toute autre personne physique exerçant une activité à caractère professionnel et habitant l'immeuble dans lequel ils exercent leurs activités professionnelles et dont ils sont soit propriétaires, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, soit locataires.

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la proposition d'octroi d'indemnité signée le par la Région wallonne en application de l'article 2, § 3, ou de l'article 3, § 3, de l'arrêté du 27 mai 1999 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Fait à, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé")

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatif à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 8 février 2001

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 637

[C — 2001/27134]

8. FEBRUAR 2001 - Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999;

Aufgrund des am 19. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. September 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein vom Staatsrat abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 17. Januar 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 30.667/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass laut Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, lediglich die Handeltreibenden, Freiberufler oder alle anderen, eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausübenden Personen, die in dem Gebäude wohnen, in dem sie ihre Tätigkeiten ausüben, diese Begleitmaßnahmen in Anspruch nehmen können;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, diese Begleitmaßnahmen auf die gesamten Handeltreibenden, Freiberufler oder anderen natürlichen oder juristischen Personen, die in der Zone A eine berufliche Tätigkeit ausüben, anwendbar zu machen, ob diese in dem Gebäude ihrer beruflichen Tätigkeit wohnen oder nicht;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, eine Zustellungsfrist der vorerwähnten Begleitmaßnahmen zugunsten der Handeltreibenden, Freiberufler oder alle anderen Personen, die in der Zone A eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausüben und nicht in dem Gebäude ihrer beruflichen Tätigkeiten wohnen, vorzusehen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

KAPITEL I - *Einführungsbestimmung*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Zone A: die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der Wallonischen Region, so wie sie durch Regierungserlass abgegrenzt wurde;

2° Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung: Entschädigung, die zur Deckung der durch die Entwicklung des Flugbetriebs ausgelösten gewerblichen oder beruflichen Störung bestimmt ist;

3° Erwerbskomitee: das beim Ministerium der Finanzen eingerichtete Immobilienerwerbskomitee;

4° Verwaltung: die Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

KAPITEL II - *Entschädigungsabsichtserklärung*

Art. 2 - § 1. Die Regierung richtet eine Entschädigungsabsichtserklärung nach dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses an die Handeltreibenden, Freiberufler oder anderen natürlichen oder juristischen Personen, die in einem Gebäude, dessen Sitz oder einer seiner Sitze in der Zone A liegen, eine berufliche Tätigkeit ausüben.

§ 2. Die in § 1 erwähnte berufliche Tätigkeit wird nicht berücksichtigt, wenn:

1° deren Ausübung in der Zone A spätestens am 1. Juli 1998, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und spätestens einen Monat vor dem Erlass zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, begonnen hatte;

2° sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, weiterhin ausgeübt wird.

Art. 3 - § 1. Die Entschädigungsabsichtserklärung wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post an die in Artikel 2, § 1 erwähnten Personen gerichtet, und zwar:

1° innerhalb des Monats des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft;

2° innerhalb des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft.

§ 2. Die Personen, die einer der in Artikel 2, § 1 erwähnten Kategorien von Personen angehören oder der Ansicht sind, einer solchen anzugehören, und die ihre Entschädigungsabsichtserklärung nicht erhalten haben, müssen sich innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und innerhalb von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, per Einschreiben bei der Post bei der Verwaltung melden.

Die Regierung entsendet innerhalb des Monats ab dem Eingang des Einschreibens die in Artikel 2 erwähnte Entschädigungsabsichtserklärung.

§ 3. Die Regierung verpflichtet sich durch die Entschädigungsabsichtserklärung lediglich insofern die letztere zur Einverständniserklärung unterzeichnet und innerhalb einer Frist von dreißig Monaten ab dem Eingang bei ihrem Empfänger per Einschreiben bei der Post an die Verwaltung zurückgesandt wird.

KAPITEL III - *Veranschlagung des Entschädigungsbetrags*

Art. 4 - § 1. Der Entschädigungsbetrag wird von dem zu diesem Zweck von der Regierung bezeichneten Erwerbskomitee festgelegt.

Das Erwerbskomitee stellt der Verwaltung und dem Begünstigten der Entschädigung innerhalb von drei Monaten ab seiner Befassung durch die Regierung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung den in Absatz 1 erwähnten Wert zu.

§ 2. Falls eine der Parteien ihr Einverständnis zu dem derart festgelegten Wert nicht geben kann, stellt sie der anderen Partei per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung durch das Erwerbskomitee des Entschädigungsbetrags ihre Ansprüche bezüglich des letzteren zu.

In diesem Fall wird der Entschädigungsbetrag von einem Kollegium von drei Experten festgelegt, wobei der erste Experte von der Verwaltung, der zweite von dem Begünstigten der Entschädigung und der dritte von den beiden anderen Experten bezeichnet werden.

Die Partei, die ihre Ansprüche bezüglich des Entschädigungsbetrags zustellt, verständigt gleichzeitig die andere Partei über den Namen des Experten, den sie ausgewählt hat. Die andere Partei verfügt über dreißig Tage ab dem Eingang der Ansprüche, um der in Absatz 1 erwähnten Partei, sowie ihrem Experten per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung den Namen ihres eigenen Experten zuzustellen.

Die beiden Experten müssen den Parteien innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Zustellung des Beschlusses des zweiten unter ihnen den Namen des von ihnen ausgewählten dritten Experten zustellen, und zwar per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung.

Innerhalb von drei Monaten ab der Bezeichnung des dritten Experten stellen die Experten den anderen Parteien per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung den von ihnen in gegenseitigem Einvernehmen festgelegten Entschädigungsbetrag zu. Bei Unstimmigkeit ist die Stimme des dritten Experten ausschlaggebend.

§ 3. Der in § 2 festgelegte Entschädigungsbetrag kann dem Erwerbskomitee von der Regierung zur Überprüfung unterbreitet werden.

Das Erwerbskomitee stellt der Verwaltung und dem Begünstigten der Entschädigung innerhalb von drei Monaten ab seiner Befassung durch die Regierung einen begründeten Bericht über den Entschädigungsbetrag zu, so wie dieser in § 2 erstellt wurde. Die von dem Erwerbskomitee in Betracht gezogene Veranschlagung des Entschädigungsbetrags ist endgültig.

§ 4. Die Regierung übernimmt die Kosten der Veranschlagung des in den Paragraphen 1 und 3 erwähnten Entschädigungsbetrags.

Die Kosten der Veranschlagung des in § 2 erwähnten Entschädigungsbetrags gehen zu Lasten des Unterzeichners der Entschädigungsabsichtserklärung, der sie beansprucht hat, wenn der in Anwendung des § 2 festgelegte Betrag den in Anwendung des § 1 festgelegten Betrag nicht überschreitet.

KAPITEL IV - *Einseitig Verbindliches Entschädigungsversprechen*

Art. 5 - § 1. Ein einseitig verbindliches Entschädigungsversprechen, das dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses entspricht und die gemäß Artikel 4 festgelegte Entschädigung angibt, wird innerhalb von zwei Monaten ab der in Artikel 4, § 1, Absatz 2, § 2, Absatz 3 und § 3, Absatz 2 erwähnten Zustellung dem Unterzeichner der Entschädigungsabsichtserklärung von der Verwaltung zugestellt.

Das einseitig verbindliche Entschädigungsversprechen verfällt von Rechts wegen, wenn es nicht innerhalb von einem Monat ab dem Eingang bei seinem Empfänger von letzterem zur Genehmigung unterzeichnet und per Einschreiben bei der Post an die Regierung zurückgesandt wird.

§ 2. Das einseitig verbindliche Entschädigungsversprechen wird für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung eingegangen.

Art. 6 - § 1. Für die in Artikel 2, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personen, die Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut sind, in dem sie ihre berufliche Tätigkeit ausüben und welches teilweise zu Wohnzwecken benutzt wird, ist die Regierung lediglich zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, insofern diese Personen ihre Absicht geäußert haben, ihr Immobiliengut zu verkaufen, indem sie das in Artikel 5, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, erwähnte einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet und an die Regierung zurückgesandt haben.

In diesem Fall wird die Entschädigung gleichzeitig mit dem in den Artikeln 8 und 9 des Musters des dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, beigefügten einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens erwähnten Kaufpreis des Gebäudes von der Regierung ausgezahlt.

§ 2. Für die in Artikel 2, § 1 des vorliegenden Erlasses, erwähnten Personen, die Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut sind, in dem sie ihre berufliche Tätigkeit ausüben und welches nicht teilweise zu Wohnzwecken benutzt wird, ist die Regierung lediglich zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, insofern diese Personen durch jeglichen Rechtsweg den Nachweis erbringen, dass sie ihre berufliche Tätigkeit aufgegeben oder außerhalb der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, versetzt haben.

Dieser Nachweis muss zu dem Zeitpunkt erbracht werden, an dem der Begünstigte innerhalb der in Artikel 5, § 1 erwähnten Frist seine Absicht geäußert hat, die Auszahlung der Entschädigung zu erhalten.

Die Entschädigung wird innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang besagten Antrags ausgezahlt.

Art. 7 - Für die in Artikel 2, § 1 des vorliegenden Erlasses, erwähnten Personen, die Mieter des Gebäudes sind, in dem sie ihre berufliche Tätigkeit ausüben, ist die Regierung lediglich zur Zahlung der Entschädigung verpflichtet, insofern diese Personen durch jeglichen Rechtsweg den Nachweis erbringen, dass sie ihre berufliche Tätigkeit aufgegeben oder außerhalb der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, versetzt haben.

Dieser Nachweis muss zu dem Zeitpunkt erbracht werden, an dem der Begünstigte innerhalb der in Artikel 5, § 1 erwähnten Frist seine Absicht geäußert hat, die Auszahlung der Entschädigung zu erhalten.

Die Entschädigung wird innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang besagten Antrags ausgezahlt.

KAPITEL V - *Allgemeine und Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, erweitert den Anwendungsbereich der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen auf jeglichen Handeltreibenden, Freiberufler oder jede andere natürliche oder juristische Person, die außerhalb der Zone A eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausübt, unter der einzigen Bedingung des Nachweises, dass sie eine in Ldn ausgedrückte Lärmbelastigung von mindestens 70 dB (A) erleidet, so wie dieser akustische Anzeiger in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung bestimmt wird.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, legt die Bedingungen fest, unter denen der Nachweis erbracht werden muss, dass ein Handeltreibender, Freiberufler oder jede andere natürliche oder juristische Person, die außerhalb der Zone A eine Tätigkeit beruflichen Charakters ausübt, eine in Ldn ausgedrückte Lärmbelastigung von mindestens 70 dB (A) erleidet, wie auch die Modalitäten für die Einreichung des Antrags und die Auszahlung der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung und die damit verbundenen Fristen.

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastigungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - § 1. Für den Entschädigungsbetrag, dessen Veranschlagung in Anwendung des Artikels 4 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 vorgenommen wurde, können die von diesem Erlass betroffenen Personen nach Wahl, entweder den festgelegten oder von dem Erwerbskomitee noch festzulegenden Betrag annehmen oder dem Beamten amtlich mitteilen, dass sie die Anwendung des durch den vorliegenden Erlass organisierten Verfahrens in Anspruch nehmen.

§ 2. Der Begünstigte eines Vorschlags zu einer Entschädigungsgewährung, der sein Einverständnis zu der Höhe des Entschädigungsbetrags gemäß Artikel 2, § 3 oder gemäß Artikel 3, § 3 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastigungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gegeben hat, kann unter Vorbehalt des ausdrücklichen Verzichts auf die Inanspruchnahme des Vorschlags zur Gewährung dieser Entschädigung die Anwendung des durch den vorliegenden Erlass organisierten Verfahrens beanspruchen.

Zu diesem Zweck benutzt er das dem vorliegenden Erlass beigefügte Formular, das die Verwaltung ihm gleichzeitig mit der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Absichtserklärung zuschickt.

Der in Absatz 1 erwähnte Begünstigte stellt der Verwaltung innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des oben abgeführten Formulars seinen Beschluss zu, dass er auf den Entschädigungsvorschlag verzichtet.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 1

Entschädigungsabsichtserklärung an die Handeltreibenden, Freiberufler oder jede andere natürliche oder juristische Person, die in der ersten Zone des Lärmbelastigungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eine berufliche Tätigkeit ausüben.

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 2, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastigungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, die durch die Entwicklung des Flugbetriebs ausgelöste gewerbliche oder berufliche Störung zu entschädigen.

Identifizierung der Person oder Gesellschaft, die eine gewerbliche oder berufliche Tätigkeit ausübt:

Name(n) und Vorname(n) oder Bezeichnung der Gesellschaft:

Anschrift oder Gesellschaftssitz:

Telefonnummer(n):

Faxnummer(n):

Identifizierung der ausgeübten Tätigkeit:

Identifizierung des Benutzungsrechts (Mieter oder Eigentümer):

Die oben identifizierten natürliche(n) oder juristische(n) Person(en) erklärt(en) hiermit, dass sie von der per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Entschädigungsabsichtserklärung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) sie den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen

Entschädigungsversprechens wegen gewerblicher oder beruflicher Störung zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk:

«gelesen und genehmigt» voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 2A

Einseitig verbindliches Entschädigungsversprechen wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, an die Eigentümer eines bebauten Immobilienguts.

ZWISCHEN:

Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND:

Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verpflichtet sich unwiderruflich, dem in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestimmten Begünstigten den Betrag der Entschädigung auszuzahlen.

Hiermit bescheinigt der Begünstigte, das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen bezüglich des zu Wohnzwecken genutzten,

in gelegenen und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bebauten Immobilienguts unterzeichnet und am an die Regierung zurückgesandt zu haben.

Art. 2 - Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung.

Falls die in Artikel 5, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, erwähnte Frist verlängert wird, findet diese Fristverlängerung von Rechts wegen Anwendung auf das vorliegende Versprechen.

Art. 3 - Der Begünstigte hat seine Absicht kundzutun, die Auszahlung der Entschädigung beantragen zu wollen, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Art. 4 - Der Entschädigungsbetrag wird auf belgische Franken oder Euro festgelegt, wobei diese Summe nicht an den Index gebunden ist.

Art. 5 - Der Entschädigungsbetrag wird gleichzeitig mit dem Kaufpreis des bebauten Immobilienguts zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des in Artikel 3 des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens erwähnten beglaubigten Kaufvertrags, der in Artikel 1, Absatz 2 angesprochen wird, ausgezahlt.

Namur, den
Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 2B

Einseitig verbindliches Entschädigungsversprechen wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, an die Erbpächter eines bebauten Immobilienguts.

ZWISCHEN:

Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND:

Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verpflichtet sich unwiderruflich, dem in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestimmten Begünstigten den Betrag der Entschädigung auszuzahlen.

Hiermit bescheinigt der Begünstigte, das einseitig verbindliche Versprechen zur Übernahme des Erbpachtrechts bezüglich des zu Wohnzwecken genutzten, in gelegenen und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bebauten Immobilienguts unterzeichnet und am an die Regierung zurückgesandt zu haben.

Art. 2 - Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung.

Falls die in Artikel 5, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, erwähnte Frist verlängert wird, findet diese Fristverlängerung von Rechts wegen Anwendung auf das vorliegende Versprechen.

Art. 3 - Der Begünstigte hat seine Absicht kundzutun, die Auszahlung der Entschädigung beantragen zu wollen, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Art. 4 - Der Entschädigungsbetrag wird auf belgische Franken oder Euro festgelegt, wobei diese Summe nicht an den Index gebunden ist.

Art. 5 - Der Entschädigungsbetrag wird gleichzeitig mit dem Wert des Erbpachtrechts zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des in Artikel 3 des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens erwähnten beglaubigten Kaufvertrags, der in Artikel 1, Absatz 2 angesprochen wird, ausgezahlt.

Namur, den
Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 2C

Einseitig verbindliches Entschädigungsversprechen wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, an die Erbbauberechtigten eines bebauten Immobilienguts.

ZWISCHEN:

Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND:

Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verpflichtet sich unwiderruflich, dem in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestimmten Begünstigten den Betrag der Entschädigung auszuzahlen.

Hiermit bescheinigt der Begünstigte, das einseitig verbindliche Versprechen zur Übernahme des Erbbaurechts bezüglich des zu Wohnzwecken genutzten, in gelegenen und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bebauten Immobilienguts unterzeichnet und am an die Regierung zurückgesandt zu haben.

Art. 2 - Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung.

Falls die in Artikel 5, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, erwähnte Frist verlängert wird, findet diese Fristverlängerung von Rechts wegen Anwendung auf das vorliegende Versprechen.

Art. 3 - Der Begünstigte hat seine Absicht kundzutun, die Auszahlung der Entschädigung beantragen zu wollen, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Art. 4 - Der Entschädigungsbetrag wird auf belgische Franken oder Euro festgelegt, wobei diese Summe nicht an den Index gebunden ist.

Art. 5 - Der Entschädigungsbetrag wird gleichzeitig mit dem Wert des Erbbaurechts zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des in Artikel 3 des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens erwähnten beglaubigten Kaufvertrags, der in Artikel 1, Absatz 2 angesprochen wird, ausgezahlt.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 3

Einseitig verbindliches Entschädigungsversprechen wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, an die Mieter eines bebauten Immobilienguts.

ZWISCHEN:

Der Wallonischen Region, vertreten durch

nachstehend "Die Region" genannt;

UND:

Herrn/Frau

nachstehend "Der Begünstigte" genannt;

wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verpflichtet sich unwiderruflich, dem in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestimmten Begünstigten den Betrag der Entschädigung auszuführen.

Art. 2 - Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung.

Art. 3 - Der Begünstigte hat seine Absicht kundzutun, die Auszahlung der Entschädigung beantragen zu wollen, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Art. 4 - Der Entschädigungsbetrag wird auf belgische Franken oder Euro festgelegt, wobei diese Summe nicht an den Index gebunden ist.

Art. 5 - Der Entschädigungsbetrag wird innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags des Begünstigten unter Beifügung des Nachweises, dass er seine berufliche Tätigkeit aufgegeben oder außerhalb der Zone A versetzt hat, ausgezahlt.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 4

Verzicht auf die Inanspruchnahme des Vorschlags zu einer Entschädigungsgewährung, der von der Wallonischen Region an die Handeltreibenden, Freiberufler oder jede andere, eine berufliche Tätigkeit ausübende natürliche oder juristische Person, die das Gebäude, in dem sie ihre berufliche Tätigkeit ausüben, zu Wohnzwecken benutzen, und entweder dessen Eigentümer sie vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, oder dessen Mieter sie sind, gerichtet wird.

Herr/Frau

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

bescheinigt hiermit ausdrücklich, dass er auf die Inanspruchnahme des am von der Wallonischen Region in Anwendung des Artikels 2, § 3 oder des Artikels 3, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, unterzeichneten Vorschlags zu einer Entschädigungsgewährung verzichtet.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk:

«gelesen und genehmigt» voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 637

[C — 2001/27134]

8 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juli 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 september 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies nr. 30.667/4 van de Raad van State, gegeven op 17 januari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de begeleidingsmaatregelen betrekking hebben op handelaars, titularissen van een vrij beroep of op personen die beroepshalve een activiteit uitoefenen in het gebouw dat ze bewonen, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Overwegende dat de begeleidingsmaatregelen toegepast moeten worden op alle handelaars, titularissen van een vrij beroep of alle andere natuurlijke of rechtspersonen die beroepshalve een activiteit in zone A uitoefenen, ongeacht of ze al dan niet het gebouw bewonen waar ze hun activiteit uitoefenen;

Overwegende dat derhalve een termijn moet worden vastgelegd waarbinnen de begeleidingsmaatregelen moeten worden meegedeeld aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep en alle andere natuurlijke of rechtspersonen die beroepshalve een activiteit in zone A uitoefenen en niet wonen in het gebouw waar ze hun beroepsactiviteit uitoefenen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° zone A : de eerste geografische zone op het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals afgebakend bij besluit van de Waalse Regering;

2° vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring : vergoeding voor handels- of beroepsverstoringen die te wijten zijn aan de nachtelijke luchthavenbedrijvigheid;

3° aankoopcomité : het comité voor de aankoop van onroerende goederen, ingesteld bij het Ministerie van Financiën;

4° bestuur : het Directoraat-generaal Vervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

HOOFDSTUK II. - *Intentieverklaring tot vergoeding*

Art. 2. § 1. De Regering stuurt een intentieverklaring tot vergoeding, waarvan het model bij dit besluit gaat, aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep of alle andere natuurlijke of rechtspersonen die beroepshalve een activiteit uitoefenen in een gebouw waarvan de zetel of één van de zetels in zone A gevestigd is.

§ 2. De in § 1 bedoelde beroepsactiviteit wordt slechts in aanmerking genomen :

1° als ze uiterlijk 1 juli 1998 opgestart werd in zone A wat betreft de luchthaven van Luik-Bierset en uiterlijk een maand vóór de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° als ze er nog wordt uitgeoefend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wat betreft de luchthaven van Luik-Bierset, en op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 3. § 1. De intentieverklaring tot vergoeding wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs gestuurd aan de in artikel 2, § 1, bedoelde personen :

1° binnen de maand na de inwerkingtreding van dit besluit, wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft;

2° binnen de maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 2. De personen die behoren of menen te behoren tot één van de categorieën bedoeld in artikel 2, § 1, en die de intentieverklaring tot vergoeding niet hebben ontvangen, moeten hun personalia bij ter post aangetekend schrijven aan het bestuur zenden binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, en binnen twee maanden na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

De Regering verstuurt de in artikel 2 bedoelde intentieverklaring binnen een maand na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 3. De intentieverklaring tot vergoeding verbindt de Regering voor zover ze voor akkoord ondertekend is en bij ter post aangetekend schrijven aan het bestuur wordt teruggezonden binnen dertig maanden na ontvangst ervan door de geadresseerde.

HOOFDSTUK III. - *Schatting van het bedrag van de vergoeding*

Art. 4. § 1. Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald door het aankoopcomité dat daartoe door de Regering wordt aangewezen.

Binnen drie maanden na aanhangigmaking bij de Regering stelt het aankoopcomité het bestuur en de begunstigde van de vergoeding bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het bedrag bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Als één van de partijen niet kan instemmen met het bedrag, stelt ze de andere partij bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van haar eisen binnen dertig dagen na de kennisgeving van het bedrag van de vergoeding door het aankoopcomité.

Het bedrag van de vergoeding wordt dan bepaald door een college van drie deskundigen, de eerste aangewezen door het bestuur, de tweede door de begunstigde en de derde door de twee andere deskundigen.

De partij die haar eisen i.v.m. het vergoedingsbedrag te kennen geeft, deelt tegelijkertijd de naam van de door haar gekozen deskundige mee aan de andere partij. De andere partij beschikt over dertig dagen na ontvangst van de eisen om de naam van haar deskundige bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee te delen aan de in het eerste lid bedoelde partij en haar deskundige.

Beide deskundigen beschikken over dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de tweede deskundige om de naam van de derde deskundige die ze hebben gekozen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de partijen mee te delen.

Binnen drie maanden na de aanwijzing van de derde deskundige stellen de deskundigen de partijen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het vergoedingsbedrag dat ze in onderlinge overeenstemming hebben bepaald. Bij meningsverschil is de stem van de derde deskundige beslissend.

§ 3. De Regering kan het aankoopcomité verzoeken om het in § 2 bepaalde vergoedingsbedrag te herzien.

Binnen drie maanden na aanhangigmaking bij de Regering stuurt het aankoopcomité een met redenen omkleed verslag over het vergoedingsbedrag, zoals bepaald in § 2, aan het bestuur en de begunstigde. Het geschatte vergoedingsbedrag dat door het aankoopcomité in aanmerking genomen wordt, is onherroepelijk.

§ 4. De kosten van de in de § 1 en § 3 bedoelde schatting van het vergoedingsbedrag zijn voor rekening van de Regering. De in § 2 bedoelde kosten van de schatting van het vergoedingsbedrag worden gedragen door de ondertekenaar van de intentieverklaring tot vergoeding die erom gevraagd heeft als het overeenkomstig § 2 vastgestelde bedrag niet hoger is dan het overeenkomstig § 1 bepaalde bedrag.

HOOFDSTUK IV. - *Eenzijdige vergoedingsbelofte*

Art. 5. § 1. Een eenzijdige vergoedingsbelofte, opgemaakt d.m.v. een formulier waarvan het model bij dit besluit gaat en waarin het overeenkomstig artikel 4 bepaalde vergoedingsbedrag wordt vermeld, wordt binnen twee maanden na de kennisgeving bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, § 2, derde lid, en § 3, tweede lid, door het bestuur overgemaakt aan de ondertekenaar van de intentieverklaring tot vergoeding.

De eenzijdige vergoedingsbelofte vervalt van rechtswege als ze niet voor akkoord ondertekend is en niet bij ter post aangetekend schrijven aan het bestuur wordt teruggezonden binnen een maand na ontvangst ervan door de geadresseerde.

§ 2. De eenzijdige belofte wordt verleend voor een periode van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt.

Art. 6. Wat betreft de personen bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit die drager zijn van onroerende zakelijke rechten op het gebouw waarin ze hun activiteit uitoefenen en dat gedeeltelijk als woning wordt gebruikt, moet de Regering de vergoeding alleen dan betalen als die personen hebben laten weten dat ze hun onroerend goed wensen te verkopen na ondertekening en verzending aan de Regering van de eenzijdige aankoopbelofte bedoeld in artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens. In dat

geval betaalt de Regering de vergoeding samen met de aankoopprijs van het gebouw zoals bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het model van eenzijdige aankoopbelofte dat bij bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 gevoegd is.

§ 2. Wat betreft de personen bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit die drager zijn van onroerende zakelijke rechten op het gebouw waarin ze hun activiteit uitoefenen en dat niet gedeeltelijk als woning wordt gebruikt, moet de Regering de vergoeding slechts betalen als die personen met alle wettelijke middelen aantonen dat ze hun beroepsactiviteit stopgezet hebben of verplaatst hebben buiten de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens. Dat bewijs moet geleverd worden wanneer de begunstigde binnen de in artikel 5, § 1, bedoelde termijn laat weten dat hij de uitbetaling van de vergoeding wenst.

De vergoeding wordt betaald binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 7. Wat betreft de personen bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit die huurder zijn van het gebouw waarin ze hun activiteit uitoefenen, moet de Regering de vergoeding slechts betalen voor zover deze personen met alle wettelijke middelen aantonen dat ze hun beroepsactiviteit stopgezet hebben of verplaatst hebben buiten de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens. Dat bewijs moet geleverd worden wanneer de begunstigde binnen de in artikel 5, § 1, bedoelde termijn laat weten dat hij de uitbetaling van de vergoeding wenst.

De vergoeding wordt betaald binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

HOOFDSTUK V. - Algemene en slotbepalingen

Art. 8. De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister past de bepalingen van dit besluit toe op elke handelaar, titularis van een vrij beroep of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve een activiteit in zone A uitoefent, voor zover bewezen is dat hij blootgesteld is aan een in Ldn uitgedrukte geluidshinder van 70 dB (A) of meer, zoals omschreven in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister bepaalt hoe bewezen moet worden dat een handelaar, titularis van een vrij beroep of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve een activiteit in zone A uitoefent, blootgesteld is aan een in Ldn uitgedrukte geluidshinder van 70 dB (A) of meer, alsmede de modaliteiten en de termijnen voor de indiening van de aanvraag en de uitbetaling van de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt opgeheven.

Art. 10. § 1. Wat betreft het vergoedingsbedrag, dat geschat wordt overeenkomstig artikel 4 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999, hebben de in dat besluit bedoelde personen twee mogelijkheden : ofwel instemmen met het door het aankoopcomité bepaalde of te bepalen bedrag, ofwel de ambtenaar laten weten dat ze verzoeken om de toepassing van de procedure waarin dit besluit voorziet.

§ 2. De begunstigde van een voorstel tot toekenning van een vergoeding die overeenkomstig artikel 2, § 3, of artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 heeft ingestemd met het bedrag, mag verzoeken om de toepassing van de procedure waarin dit besluit voorziet op voorwaarde dat hij uitdrukkelijk afstand doet van het voorstel tot toekenning van deze vergoeding. Daartoe moet hij het formulier invullen waarvan het model bij dit besluit gaat en dat het bestuur hem toestuurt, samen met de intentieverklaring bedoeld in artikel 3 van dit besluit.

De in het eerste lid bedoelde begunstigde laat het bestuur binnen twee maanden na ontvangst van het formulier weten dat hij beslist heeft afstand te doen van het voorstel tot vergoeding.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1

Intentieverklaring tot vergoeding gericht aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep of aan elke andere natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve een activiteit uitoefenen in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering een vergoeding te verlenen voor de door de luchthavenactiviteit veroorzaakte handels- of beroepsverstoring, overeenkomstig artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

1. Identificatie van de persoon of de vennootschap die een handels- of beroepsactiviteit uitoefent :

- Naam en voornamen (of benaming van de vennootschap) :
- Adres of maatschappelijke zetel :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :

Activiteit :

3. Woonrecht (huurder of eigenaar) :

De hierboven geïdentificeerde natuurlijke of rechtsperso(n)en verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering een vergoeding wenst te verlenen wegens handels- of beroepsverstoring.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige vergoedingsbelofte wegens handels- of beroepsverstoring.

Opgemaakt te op

Handtekening (de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule

« gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

—

Bijlage 2A

Eenzijdige belofte tot vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, gericht aan de eigenaars van een gebouw onroerend goed.

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna "Het Gewest" genoemd

EN

2. de heer

hierna "De begunstigde" genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk tot de betaling van het vergoedingsbedrag aan de begunstigde bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Hierbij bevestigt de begunstigde de in bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 bedoelde eenzijdige belofte tot aankoop van het als woning gebruikte gebouwde onroerend goed, gelegen ..., te hebben ondertekend en teruggezonden aan de Regering op

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

De eventuele verlenging van de termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 5, § 2, van bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 wordt evenwel van rechtswege op deze belofte toegepast.

Art. 3. De begunstigde moet het Gewest binnen de in artikel 2 bedoelde termijn bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij om de storting van de vergoeding verzoekt. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 4. Het bedrag van de vergoeding wordt op ... BEF of ... euro vastgelegd en mag niet aan de index worden gekoppeld.

Art. 5. Het bedrag van de vergoeding wordt samen met de prijs van het gebouwde onroerend goed gestort bij het verlijden van de authentieke akte bedoeld in artikel 3 van de eenzijdige aankoopbelofte waarvan sprake in artikel 1, tweede lid.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

—

Bijlage 2B

Eenzijdige belofte tot vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, gericht aan de erfpachters van een gebouw onroerend goed.

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna "Het Gewest" genoemd

EN

2. de heer

hierna "De begunstigde" genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk tot de betaling van het vergoedingsbedrag aan de begunstigde bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Hierbij bevestigt de begunstigde de in bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 bedoelde eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van erfpacht op het als woning gebruikte gebouwde onroerend goed, gelegen ..., te hebben ondertekend en teruggezonden aan de Regering op....

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

De eventuele verlenging van de termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 5, § 2, van bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 wordt evenwel van rechtswege op deze belofte toegepast.

Art. 3. De begunstigde moet binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij om de storting van de vergoeding verzoekt. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 4. Het bedrag van de vergoeding wordt op ... BEF of ... euro vastgelegd en mag niet aan de index worden gekoppeld.

Art. 5. Het bedrag van de vergoeding wordt samen met de prijs van het gebouwde onroerend goed gestort bij het verlijden van de authentieke akte bedoeld in artikel 3 van de eenzijdige aankoopbelofte waarvan sprake in artikel 1, tweede lid.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

—

Bijlage 2C

Eenzijdige belofte tot vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, gericht aan de dragers van een recht van opstal op een gebouwde onroerend goed.

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna "Het Gewest" genoemd

EN

2. de heer

hierna "De begunstigde" genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk tot de betaling van het vergoedingsbedrag aan de begunstigde bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Hierbij bevestigt de begunstigde de in bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 bedoelde eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van opstal op het als woning gebruikte gebouwde onroerend goed gelegen ..., te hebben ondertekend en teruggezonden aan de Regering op

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

De eventuele verlenging van de termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 5, § 2, van bovenvermeld besluit van 8 februari 2001 wordt evenwel van rechtswege op deze belofte toegepast.

Art. 3. De begunstigde moet binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij om de storting van de vergoeding verzoekt. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 4. Het bedrag van de vergoeding wordt op ... BEF of... euro vastgelegd en mag niet aan de index worden gekoppeld.

Art. 5. Het bedrag van de vergoeding wordt samen met de prijs van het gebouwde onroerend goed gestort bij het verlijden van de authentieke akte bedoeld in artikel 3 van de eenzijdige aankoopbelofte waarvan sprake in artikel 1, tweede lid.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 3

Eenzijdige belofte tot vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, gericht aan de huurders van een gebouwd onroerend goed.

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna "Het Gewest" genoemd

EN

2. de heer

hierna "De begunstigde" genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk tot de betaling van het vergoedingsbedrag aan de begunstigde bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

Art. 3. De begunstigde moet binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij om de storting van de vergoeding verzoekt. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

Art. 4. Het bedrag van de vergoeding wordt op ... BEF of ... euro vastgelegd en mag niet aan de index worden gekoppeld.

Art. 5. Het bedrag van de vergoeding wordt betaald binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag van de begunstigde vergezeld van het bewijs dat hij zijn beroepsactiviteit stopgezet heeft of buiten de zone A verplaatst heeft.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 4

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van het voorstel tot toekenning van een vergoeding, gericht door het Waalse Gewest aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep of aan alle andere natuurlijke personen die beroepshalve een activiteit uitoefenen in het gebouw waar ze wonen en waarvan ze eigenaar of huurder zijn vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De heer

woonachtig te

hierna "de begunstigde" genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van het voorstel tot toekenning van een vergoeding, ondertekend op ... door het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 2, § 3, of artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule "gelezen en goedgekeurd")

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA